



ARRÊTÉ DDT/2022 n° 129 du 1^{er} avril 2022

portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement et concernant l'entretien de la végétation de la rivière le Salon sur la commune de Champlitte

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques**

VU la directive n° 2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-3 et R.214-32 à 40 et R.214-88 à R.214-103

VU le Code rural, en particulier l'article L151-37 dispensant d'enquête publique les travaux d'entretien et de restauration des milieux aquatiques ;

VU le Code civil et notamment son article 640 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée pour la période 2016-2021 ;

VU le décret du 07 octobre 2021 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, Monsieur Michel Vilbois ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70-2021-10-26-00007 du 26 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Thierry PONCET, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

VU l'arrêté DDT/2021 n°301 du 27 octobre 2021 portant subdélégation de signature de M. Thierry PONCET directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, à ses collaborateurs ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général, déposé le 11 février 2022 par la communauté de communes des 4 rivières, enregistré sous le numéro 70-2022-00048 et considéré complet et régulier le 24 février 2022 ;

VU les accords écrits délivrés à la collectivité par les propriétaires riverains concernés par les travaux ;

VU le projet d'arrêté adressé pour avis à la collectivité en date du 11 mars 2022;

VU l'absence de remarque de la part de la collectivité sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les travaux projetés sont destinés à l'entretien courant du cours d'eau par enlèvement des embâcles ;

CONSIDÉRANT que cet entretien, limité à la végétation, ne modifie ni le lit d'étiage, ni le lit mineur du cours d'eau et correspond à de l'entretien régulier ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les dispositions du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 et n'est pas de nature à compromettre l'objectif de bon état écologique et

chimique pour la masse d'eau FRDR672 le Salon de la Resaigne à la confluence avec la Saône, sur laquelle il est situé ;

CONSIDÉRANT que l'intervention doit être réalisée à des périodes permettant d'assurer la préservation des habitats et des espèces naturels en présence ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions spécifiques s'avèrent nécessaires ;

CONSIDÉRANT que ce projet, pour sa mise en œuvre, n'entraîne aucune expropriation et ne demande aucune participation financière aux personnes intéressées, que la déclaration d'intérêt général ne nécessite donc pas d'enquête publique ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la déclaration d'intérêt général

Est déclarée d'intérêt général au sens de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, la réalisation des travaux de gestion de la végétation de la rivière le Salon sur la commune de Champlitte.

Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation

La communauté de communes des 4 rivières, représentée par son Président, M. Dimitri DOUSSOT, est bénéficiaire de la déclaration d'intérêt général, définie à l'article 1 et est dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

Article 3 : Nature des travaux

Les travaux objet du présent arrêté sont situés et réalisés conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration d'intérêt général et respectent les dispositions du présent arrêté.

La localisation et la nature des travaux sont les suivantes :

Parcelles cadastrales	Nature des travaux	Nom des propriétaires
AC 67, 68, 69	Accès au chantier, élagage, retrait d'embâcles	Commune de Champlitte
AC 70		Gilles HENRIOT
AC 71		Monique ROCHE

Article 4 : Régime administratif

L'opération, objet de la présente déclaration d'intérêt général est soumise à déclaration au titre de la loi sur l'eau selon les rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubriques	Intitulé	Natures des travaux	Régime
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D) ;	Entretien de la végétation de la rivière le Salon : élagage et enlèvement d'embâcles	Déclaration

Article 5 : Coût de l'opération et financement des travaux :

Le coût des travaux est supporté en totalité par la communauté de communes. Il n'est demandé aucune contribution financière aux propriétaires riverains des cours d'eau concernés par les travaux.

Article 6 : Droit de pêche :

Conformément à l'article L.435-5 du Code de l'environnement, le droit de pêche des propriétaires riverains concernés par les travaux définis au dossier, hors des cours attenantes aux habitations et aux jardins, est exercé gratuitement pour une durée de 5 ans par une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou à défaut par la fédération de pêche de Haute-Saône.

Article 7 : Modalités de réalisation des travaux :

Le bénéficiaire contacte les riverains concernés avant les travaux afin d'organiser les servitudes temporaires de passage nécessaires et obtenir les autorisations relatives à d'autres réglementations.

Les propriétaires riverains sont tenus de laisser libre passage sur leurs terrains aux engins mécaniques, aux entrepreneurs, aux ouvriers et aux fonctionnaires chargés de la surveillance comme de la réalisation, des travaux déclarés d'intérêt général.

Le cahier des clauses techniques particulières, intégré aux dossiers de consultation des entreprises qui réaliseront les travaux, fixe les limites des interventions et expose notamment toutes les précautions à prendre pour éviter la dégradation des sites.

Un plan de circulation est établi au moment de l'implantation du chantier et des travaux afin de limiter au maximum toute dégradation du milieu, les accès au chantier sont matérialisés.

Article 8 : Prescriptions

8.1 : prescriptions générales

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Une nouvelle déclaration d'intérêt général doit être demandée dans les conditions prévues à l'article R.214-91 du Code de l'environnement par la personne qui a obtenu la déclaration initiale ou s'est substituée à celle-ci :

– lorsqu'elle prend une décision, autre que celle de prendre en charge la totalité des dépenses, entraînant une modification de la répartition des dépenses ou des bases de calcul des participations des personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou y trouvent un intérêt.

– lorsqu'il est prévu de modifier de façon substantielle les ouvrages ou installations réalisés dans le cadre d'une opération qui a fait l'objet de la déclaration initiale, ou de leurs conditions de

fonctionnement, y compris si cette modification est la conséquence d'une décision administrative prise en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.

8.2 : Prescriptions spécifiques

I. Avant le démarrage du chantier

Le bénéficiaire organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, à la sensibilité du secteur liée à la ressource en eau, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

Le cas échéant, les zones présentant un enjeu environnemental particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toute opération par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins.

II. En phase chantier

Les modalités de réalisation des travaux sont les suivantes :

1) Enlèvement des embâcles

- Les travaux d'enlèvement des embâcles sont réalisés par câblage, aucun engin ne pénètre dans le cours d'eau.
- L'intervention concerne un enlèvement des embâcles non fixés.
- L'intervention se fait en période de faible débit, entre le 15 août et le 1^{er} novembre afin de ne pas perturber les cycles de reproduction de la faune piscicole et de l'avifaune.
- Les embâcles retirés sont exportés hors de la zone travaillée et déposés hors zone inondable et hors zone humide.

2) Élagage de la végétation des berges

- Les travaux d'élagage, sans contact avec le cours d'eau, sont réalisés en dehors de la période de reproduction de l'avifaune, soit entre le 15 août et le 15 mars.
- Les débris végétaux issus des coupes sont exportés hors de la zone travaillée et déposés hors zone inondable et hors zone humide.

3) Pour l'ensemble de ces travaux :

- Toutes les précautions doivent être prises pour éviter les pollutions du milieu aquatique et des zones humides (matériel en parfait état d'entretien, stockage prolongé sur une bâche étanche formant cuve de rétention, utilisation d'huile hydraulique biodégradable) et pour éviter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes (matériel nettoyé avant arrivé sur site...);
- À la fin du chantier, les rives et les berges qui ont subi des dégradations lors de l'opération doivent être remises en état.

Les travaux entrepris ne doivent pas conduire à une modification du gabarit des écoulements.

Article 9 : Délai de validité de la déclaration d'intérêt général :

La déclaration d'intérêt général est valable pour une durée de cinq ans à compter du début des travaux.

Elle deviendra caduque, si dans un délai de deux ans à compter de sa date de signature, les travaux concernés n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel.

Un renouvellement de cette autorisation pourra être accordé pour 5 années supplémentaires, sous réserve d'une validation préalable du plan de travaux par le service en charge de la police de l'eau.

Chaque intervention doit respecter les prescriptions du présent arrêté et faire l'objet d'une information de la DDT. L'information détaille la date et la durée de l'intervention, le linéaire et les volumes concernés, la destination des matériaux extraits.

Article 10 : Conformité au dossier et modifications :

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et au contenu du dossier de demande d'autorisation et de déclaration d'intérêt général sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande de déclaration et de déclaration d'intérêt général doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement.

Article 11 : Début des travaux :

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau de la DDT de la Haute-Saône, 7 jours avant le démarrage du chantier.

Article 12 : Caractère de l'autorisation :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révoquant sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Le présent arrêté préfectoral vaut accord, au titre de la police de l'eau, pour la réalisation et l'exécution des travaux conformément au dossier déposé.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents :

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 14 : Accès aux installations :

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 15 : Droit des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : Autres réglementations :

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 17 : Voies et délais de recours :

Le présent arrêté est susceptible de recours (*par courrier ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr*) devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article D.514-3-1 du Code de l'environnement :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 18 : Publication et information des tiers :

Conformément à l'article R.214-37 du Code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de la commune de Champlitte pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Saône pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 19: Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de la commune de Champlitte, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Saône, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le 1^{er} avril 2022

Pour le Préfet et par délégation,
La responsable de la Cellule Eau,


Emmanuelle CLERC